

## Le temps de la «rupture» est-il passé ?

Propos recueillis par Patrice de Méritens

Le Figaro.fr, le 22 février 2008

«Le président de la République doit poursuivre ses réformes structurelles», estime Jean-Paul Fitoussi. «Mais la véritable rupture, au sens historique du terme, n'a pas encore commencé», déplore Jacques Marseille.

Le Figaro Magazine - La fin de l'état de grâce de Nicolas Sarkozy risque-t-elle d'influer sur le rythme des réformes ?

Jean-Paul Fitoussi - La fin d'un premier état de grâce ne signifie pas qu'il n'y en aura pas un deuxième. L'avenir nous le dira. Cela étant, deux thèses s'affrontent en économie, l'une consistant à dire que l'on ne peut faire de réformes que lorsque tout va bien, l'autre, que lorsque tout va mal. Moralité : c'est toujours le bon moment. En termes de popularité « instantanée », le président de la République n'a plus grand-chose à perdre. Il va de soi qu'il doit poursuivre ses réformes structurelles jusqu'à ce qu'elles soient productives.

Jacques Marseille - J'ai, quant à moi, le sentiment que la véritable rupture - au sens historique du terme - n'a toujours pas commencé. Nous n'en avons eu que des bribes avec les régimes spéciaux de retraite, la carte judiciaire, l'autonomie des universités, la modification du contrat de travail introduisant plus de flexibilité. Le fait que Nicolas Sarkozy soit en recul dans les sondages devrait l'inciter, compte tenu de son tempérament, non pas à faire du Jacques Chirac, ce qui serait dramatique pour le pays, mais à opérer la grande rupture en matière d'éducation, d'emploi et de dépense publique, trois enjeux majeurs sur lesquels il n'y a pas encore eu beaucoup d'avancées.

Jean-Paul Fitoussi - Entendons-nous sur les mots. Dans la mesure où elle dépend de l'électeur médian, la démocratie n'est pas un régime de rupture, laquelle se résume en vérité à mettre en chantier un certain nombre de réformes que le bon sens appelle depuis des décennies sans avoir jamais reçu l'assentiment de l'électeur. Mais il y a un moment où la société est mûre. Les régimes spéciaux sont une rupture consentie qui était inscrite dans le programme de campagne de Nicolas Sarkozy. Chaque réforme a un coût qui doit être clairement envisagé ; c'est ainsi que le projet pour les taxis n'a pas fonctionné dès lors que rien n'avait été prévu en matière de dédommagement.

Jacques Marseille - L'argent ne résout pas tout. Prenons les banlieues. D'aucuns ont trouvé le plan Sarkozy trop timide dès lors qu'il n'envisageait pas de dépenser des milliards. C'est peut-être là la vraie rupture : bouleverser le sort de ceux qui vivent dans les zones sensibles sans dépenser plus d'argent. Comment, par exemple, accepter que notre système éducatif, l'un des plus dispendieux au monde, laisse sortir chaque année 140 000 jeunes sans aucune formation ? La plupart vivent dans les banlieues. Faut-il plus d'argent ? Non. Les ZEP, où l'on a investi, sont un échec. Il faut agir autrement : missionner des enseignants motivés, laisser bien plus d'autonomie aux chefs d'établissement, simplifier et adapter les programmes. Nous fonctionnons encore comme à l'époque napoléonienne : 10 % de nos enfants - soit 70 000 - sont dans des établissements d'excellence. 70 % suivent à peu près la

route. Et puis il y a les 20 %, les « paumés » du système : 140 000 jeunes. Ce n'est pas en en intégrant une centaine à Sciences-Po tous les ans que l'on réglera le problème. Nous avons aussi besoin de chefs d'entreprise : il faut encourager les talents, les ambitions, les envies, les volontés. La priorité de l'éducation n'est-elle pas de s'adapter à la nouvelle société de services dans laquelle nous sommes entrés ? Faut-il vraiment, comme le dit Sarkozy, des usines dans ce pays, ou plutôt une politique valorisant les savoir-faire et les vouloir-faire ?

Jean-Paul Fitoussi - J'entends parler de la réforme de l'enseignement quasiment depuis mon enfance ! Chaque ministre arrive avec un programme qui ne fonctionne pas, parce que l'on aborde le problème par le mauvais bout. Commencer par s'en prendre aux enseignants et aux moyens n'est pas le meilleur biais. Il faut penser aux structures et avoir le courage d'aborder de front la question du financement. Même Mme Thatcher l'avait compris, qui, voulant réduire le nombre de professeurs, ne l'a pas fait de façon brutale, mais en leur offrant de rester, ou de partir, mais avec un gros chèque. Cela a coûté de l'argent pour en rapporter beaucoup par la suite. Toute réforme a la nature d'un investissement. Le « il n'y a qu'à réformer » néglige ce paramètre essentiel, d'où de véritables blocages. C'est la raison pour laquelle il faut partir « du bon bout de la raison », comme disait Rouletabille ! Un projet dont on est sûr de la rentabilité dans l'avenir doit être mis en oeuvre, quoi qu'il en coûte dans le présent.

Jacques Marseille - Vous évoquiez la réforme des taxis, l'un des symboles forts des semaines écoulées. Pour une réforme profonde, il faut un constat partagé... Est-on d'accord pour dire qu'il manque des taxis à Paris ? En comparaison des autres capitales, la réponse est oui. Non seulement il n'y en a pas plus qu'en 1930, mais c'est aussi parce que ceux qui pourraient y être n'y sont pas ! Je m'explique : il faut déboursier 55 euros en moyenne pour aller du centre de Paris à l'aéroport de Roissy. Le taxi met une demi-heure à 7 heures du matin, mais, dès 7 h 30, il lui faudra une heure et demie pour retourner à Paris. Plutôt que de rentrer immédiatement, il demeure à l'aérogare, préférant attendre une deuxième course à 55 euros... que de faire un aller-retour. Sans doute n'y a-t-il pas suffisamment de taxis dans Paris, mais c'est aussi à cause de l'encombrement des voies d'accès entre la capitale et les aéroports. Alors que fait-on ? On pourrait augmenter le nombre des taxis, par exemple en leur offrant une licence gratuite qu'ils pourraient revendre. Comment faire autrement, sinon acheter cette réforme ? Tout a un prix...

Jean-Paul Fitoussi - Racheter les plaques serait aussi une solution pour éviter une spoliation directe, mais augmenter le nombre des taxis sans repenser la circulation et l'aménagement des voies d'accès ne résoudrait pas complètement le problème. On s'est aperçu par exemple qu'il fallait donner d'autres habitudes à la population, comme à New York où, très souvent, les gens n'ont pas de voiture. Une réforme systémique n'est jamais simple. Elle commence par quelque chose, mais pas nécessairement en annulant le patrimoine de gens qui sont peu privilégiés ! Aligner les réformes sous la forme du « il n'y a qu'à » rend tout projet d'avenir illisible. Sans doute peut-on donner plus de flexibilité au marché du travail en rendant le licenciement plus simple, mais à condition d'offrir aux salariés d'autres formes de sécurité. Parmi ces dernières, le gouvernement devrait prendre la responsabilité de maintenir un niveau élevé d'activité permettant aux gens de trouver leur place. C'est le cas aux Etats-Unis dont les gouvernements successifs, hantés par la crise des

années 30, n'ont jamais laissé s'installer le chômage. Tel n'est pas le cas dans nos pays européens.

Jacques Marseille - Il est vrai que les traumatismes historiques jouent beaucoup dans le destin des peuples. La crise des années 30 pour les Américains, l'hyperinflation de 1923 pour les Allemands. Mais qu'est-ce qui motive les peuples quand ils envisagent des réformes globales ? Le moteur en Espagne a été de sortir du fascisme et de rattraper les autres. En Grande-Bretagne, de retrouver le rang qu'elle avait perdu. En Allemagne ? Faire chuter le mur de Berlin pour se réunifier. Quelle est l'ambition de la France aujourd'hui ? Ce qui caractérise aujourd'hui les Français, c'est la désespérance. Dans les faits, notre pays est pourtant une grande puissance économique mondiale, il attire les capitaux étrangers, il demeure la première destination touristique mondiale. Pourquoi est-il aussi déprimé ? Parce que, depuis vingt-cinq ans, nous traînons le taux de chômage le plus élevé de l'Union européenne. Un phénomène relayé depuis quelques mois par l'angoisse du pouvoir d'achat. Les deux sont liés : notre économie n'arrive plus à donner confiance. Et c'est là le paradoxe, car nous avons un système social anxiogène, alors qu'il est très protecteur. Un vrai programme de réformes serait de redonner aux Français confiance en leur destin. Ce qui a « plombé » Jacques Chirac est précisément de n'avoir rien fait. A la fin de son second mandat, on a même craint que le divorce entre les Français et la « classe politique » ne s'accroisse. Rappelez-vous la présidentielle, on évoquait la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour, une montée des abstentions, etc. En fait, les Français, qui aiment la politique, ont confié à Nicolas Sarkozy cette mission historique de les réconcilier avec elle, en accomplissant ce que ses prédécesseurs n'avaient pas osé faire. Le comble ne serait-il pas, dès lors, de tomber en disgrâce par totale inertie ?